

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/Q2/SVN/1**

3 octobre 1997

(97-4196)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET LES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

### Slovénie

Le présent document contient l'exposé introductif présenté par la délégation de Slovénie, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a fournies dans le cadre de l'examen des législations sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels auquel le Conseil a procédé à sa réunion du 11 au 15 novembre 1996.<sup>1</sup>

#### I. EXPOSE INTRODUCTIF

Les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels sont tous régis par la Loi slovène sur la propriété industrielle de 1992, modifiée en 1993. Le texte de cette loi a été notifié au Conseil des ADPIC et distribué aux Membres sous la cote IP/N/1/SVN/1/Add.1. De plus, un petit recueil contenant la version anglaise des principales lois slovènes en matière de protection de la propriété intellectuelle a été distribué par la délégation slovène à la réunion du Conseil des ADPIC de juillet 1996.<sup>2</sup>

La Slovénie est partie aux Conventions de Paris, de Berne et de Rome et, en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce et les dessins et modèles industriels, elle est également partie aux Arrangements de Madrid, de Nice, de La Haye et de Locarno.

La Slovénie estime que sa législation sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels est conforme à l'Accord sur les ADPIC, même si les termes employés sont parfois désuets (en particulier ceux qui se rapportent aux indications géographiques et, dans certains cas, aux marques). Bien que la Slovénie estime que ces différences d'ordre sémantique n'ont aucune influence sur le fond, elle a entrepris d'actualiser la Loi sur la propriété industrielle afin de la mettre également en conformité avec l'Accord sur les ADPIC du point de vue linguistique. Cet exercice permettra aussi d'incorporer dans le texte certaines dispositions contenues dans différentes directives des Communautés européennes concernant les domaines à l'examen. Il est également prévu à cette occasion d'étendre la portée de la protection à certains égards, par exemple

---

<sup>1</sup>Le compte rendu de cette réunion figure dans le document IP/C/M/11.

<sup>2</sup>En ce qui concerne les autres "lois et règlements" ayant un rapport avec les domaines examinés, voir le document IP/N/1/SVN/1/Rev.1, pages 4 et 5.

en accordant une durée de production de 15 ou 20 ans au lieu de dix actuellement pour les dessins et modèles industriels.

La nouvelle version actualisée de la Loi sur la propriété industrielle devrait être prête au premier semestre de 1997 et la Slovénie a l'intention de la soumettre au Conseil des ADPIC afin de recueillir les suggestions et observations des Membres de l'OMC sur les améliorations supplémentaires qui pourraient être apportées avant l'adoption de la loi par le Parlement slovène, et d'aboutir ainsi à un texte qui garantira une protection effective et efficace pour toutes les catégories de propriété industrielle et ira peut-être, à certains égards, au-delà des normes minimales prescrites par l'Accord sur les ADPIC.

## II. REPONSE A LA QUESTION GENERALE CONCERNANT LES DROITS DE PRIORITE<sup>3</sup>

*Votre pays reconnaît-il un droit de priorité sur la base d'une demande d'enregistrement de marque antérieure déposée par le ressortissant d'un Membre de l'OMC dans un autre pays Membre de l'OMC?*

Oui. L'article 4 de la Convention de Paris ayant été incorporé dans l'Accord sur les ADPIC en vertu de l'article 2:1, nous estimons avoir l'obligation, aux termes de cet accord, de reconnaître un droit de priorité pour les marques déposées antérieurement dans un autre pays Membre de l'OMC.

## III. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET LEURS ETATS MEMBRES

1. *Le gouvernement slovène pourrait-il préciser en quoi la protection accordée aux "appellations d'origine" par la législation nationale est conforme aux dispositions de l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC, en particulier lorsque la réputation du produit peut être attribuée essentiellement à son origine géographique?*

L'article 25 1) de la Loi slovène sur la propriété industrielle (LPI) dispose que:

"Constituent des appellations d'origine les dénominations géographiques de produits dont les caractères distinctifs sont dus principalement au lieu ou à la région de production, si ces caractères sont une conséquence naturelle du climat, ou du sol ou de méthodes ou de procédés usuels de production."

La notion de "caractère distinctif" a un sens général et s'applique donc aussi bien à la qualité et à la réputation qu'à toute autre caractéristique du produit qui peut être essentiellement attribuée à son origine géographique. La Loi slovène sur la propriété industrielle est donc conforme à l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC.

2. *Le gouvernement slovène pourrait-il indiquer si la législation nationale prévoit une protection additionnelle pour les indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux (article 23 de l'Accord sur les ADPIC)? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.*

La protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, prévue par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, est régie essentiellement par l'article 31 de la LPI, qui dispose que:

---

<sup>3</sup>A la réunion du Conseil des ADPIC des 11-15 novembre 1996, les Membres sont convenus de répondre à cette question dans le cadre du présent examen (document IP/C/M/11, paragraphe 43).

"Les personnes qui ne sont pas autorisées à utiliser une appellation d'origine ne peuvent pas utiliser ladite appellation même avec l'adjonction de mots tels que "type", "façon", "à la mode de", "produit comme", etc."

Il est donné effet aux dispositions de l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC par l'article 19 de la LPI qui dispose notamment qu'un signe indiquant simplement le nom du lieu ou l'origine géographique ne peut pas être protégé en tant que marque.

Remarque générale

Indépendamment des explications données plus haut, il convient de noter qu'en vertu de l'article 8 de la Constitution, tous les traités internationaux sont directement applicables dans le droit interne. Il s'ensuit que l'Accord sur les ADPIC est directement applicable en Slovénie et l'emporte sur la législation nationale en cas de conflit de lois.